

VENDREDI 3 DÉCEMBRE 1948

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs
et la dernière bande

Le numéro : 10 francs

« L'Anarchiste
est la plus haute
expression de l'ar-
dure »
(Eliade Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Les Allumeurs de haine

Sous l'œil ironique de l'Orclé Sam qui finira bien par les mettre d'accord et au milieu de l'indifférence générale, les délégués des « Cinq » confrontent, au Palais-Bourbon, les projets de Fédération européenne.

Sous couvert de vouloir unifier les peuples, sauver la paix, garantir la liberté, les diplomates, tous animés par l'esprit chauvin, tous décidés à défendre à brimardement les intérêts plus ou moins avouables, tous fermement attachés aux frontières, aux armées, aux privilèges, s'affrontent.

Il ne peut en être autrement dans un monde où la contradiction des intérêts provoque la puissance des uns, la misère des autres, dans un monde où seuls les puissants commandent et décident au nom des peuples, asservis en fait, mais officiellement « libres ».

Quel que soit le résultat de ces tractations, où se coudoient un Blum et un Reynaud, les sort des travailleurs ne pourra qu'être aggravé car nous savons bien, qu'au fond il s'agit surtout de préparer des armes et des armées pour de nouveaux et « héroïques » Valmy.

Des Valmy, des « Résistance », des drapeaux, des « Indépendance nationale » des martyrs, qui ne sont que de pauvres victimes, ont voilà les grands mots, tous chargés de fiel homicide, qui ont provoqué une autre réunion : « Les Assises de la Paix ».

Là il s'agit d'une autre escroquerie qui s'oppose à la première, en vue d'atteindre les mêmes buts mais au bénéfice du « Père des peuples ».

Pourtant elle est encore bien plus hypocrite, les « Cinq » ayant souvent proclamé que leur alliance doit avoir un caractère militaire.

Les « Assises de la Paix » où se rencontrent les Thorez, les « général Pe-til », les Frachon, les Duclos, les Casanova, qui, hier encore, étaient les complices des de Gaulle, des Blum, des Herriot pour l'exploitation étatique du peuple, pour le maintien et le développement de l'armée, qui ont voté tous les crédits de guerre, se dressent aujourd'hui en défenseurs de la Paix, de l'indépendance nationale, de la liberté et de cette république de boutiquiers.

Et il n'est que de lire les discours fielleux des « ténors » de cette assemblée pour se convaincre que tout peut en surgir, sauf la Paix.

Un chauvinisme à rendre jaloux de Gaulle lui-même, le silence absolu sur l'internationalisme des prolétaires, et aussi sur le maintien des budgets de guerre, l'esprit le plus basement réformiste, la haine du « boche », les oripeaux de la « Résistance » et, brochant sur le tout cette ridicule affirmation d'un Casanova que la France est encore une puissance capable de s'imposer en disent long sur le dangereux pacifisme des Staliniens.

D'un côté comme de l'autre, chez les « Cinq » comme aux « Assises de la Paix » se retrouvent des individus faisant le jeu ou de la Maison-Blanche ou du Kremlin.

D'un côté comme de l'autre se brandissent les mêmes torchons nationaux, s'affirment les mêmes énormités, s'érigent en vérités premières les mêmes mensonges !

D'un côté comme de l'autre s'entre-tiennent les mêmes haines, et s'en crée de nouvelles. Haine des Russes ici, haine des Américains là-bas.

A tous ces allumeurs de guerre, à tous ces « pacifistes » armés jusqu'aux dents, à cette poignée de bandits patrio-ques, les peuples doivent s'opposer.

Et former eux-mêmes la grande et féconde ronde humaine dont nous rêons tous.

CONTRE LES LOIS SCÉLÉRATES : Combattivité ouvrière !

On nous a dit et répété depuis plus de quatre ans que nous avons été libérés. Evidemment nous subissons toujours l'occupation d'une soldatesque professionnelle dont les janissaires défilent dans nos rues avec un bruit de bottes ou d'éclaboussures d'air satisfait et arrogant d'hommes bien nourris, chaudement vêtus et respectant le travail au point de ne pas le fréquenter.

Mais depuis quatre ans nous avons la chance inouïe, quasi miraculeuse, d'avoir un ministre de l'Intérieur socialiste. Ce n'est pas toujours le même car il faut bien sélectionner, mais maintenant ça y est, on a trouvé le merle blanc, l'oiseau rare, le vrai prototype du ministre de l'Intérieur. C'est M. Jules Moch.

Il y a vraiment de quoi être fier d'être un militant S.F.I.O. et de penser que l'on a dans sa poche la même carte que ce monsieur ! On peut ainsi prendre sa part de responsabilité dans ce qui restera dans l'histoire, tel un monument impérissable, l'œuvre du Parti Socialiste (sic) : par exemple l'avalanche de lois antiouvrières et liberticides qui sont venues compléter cette « législation de la liberté » caractéristique de la France, législation dont les plus solides pilers sont les « lois scélérates », vous savez, ces fameuses lois scélérates qui firent jadis la fortune du parti socialiste, alors partisan de leur abolition.

On a déjà fait un premier pas, mais nos gouvernants ont jugé que le moment était venu d'avancer plus avant dans la voie de la liberté. Aussi, si il faut en croire la presse d'information, nous préparons de nouvelles lois qui se posent un peu là !

Il ne s'agit pas, nous dit-on, de porter atteinte au « droit de grève inscrit dans la Constitution » !

Quel jésuitisme ! Seront poursuivis ou punis entre autres : Le sabotage passif ou actif ; qui, vous avez bien lu : le sabotage passif !

Or, il suffit de lire les journaux qui représentent l'opinion de ces messieurs : pour eux, arrêter la production d'une matière indispensable, c'est du sabotage. Ne pas assurer de services de sécurité, c'est du sabotage.

En fait toute grève peut être qualifiée par le gouvernement et ses valets en togue, en tunique ou en veston, de sabotage.

Sera également punie l'exploitation politique d'une grève. Qu'entend-on par là ? Les partis gouvernementaux ne font-ils pas, d'une autre façon que les nacos, mais au même titre qu'eux, de l'exploitation politique d'une grève en ce moment ?

Qui sera jugé ? Le gouvernement (parce en l'occurrence) et les magistrats à ses ordres !

Les fonctionnaires coupables de « dé-

missions collectives », ayant « pour objet ou pour résultat » d'entraver le fonctionnement de la justice... ou de l'économie tomberont également sous le coup de la loi.

On vise également toute provocation de ces actes de désobéissance aux institutions existantes tels que propagande en faveur d'une grève de l'impôt.

Ici on sent la frousse tenailler nos légistes. Qu'arriverait-il si les travailleurs refusaient de raquer ? Catastrophe des catastrophes ! Comment paierait-on les ministres et avec quoi entretiendrait-on notre glorieuse armée ?

On y pense d'ailleurs à cette armée et, bien entendu, tout acte accompli, projeté ou concerté ayant pour résultat l'affaiblissement de « notre puissance militaire » (ne rigolez pas, il n'y a pas de quoi) entraîne de sévères condamnations.

Voilà donc comment s'annonce (car, n'en doutons pas, il y aura une suite) la nouvelle édition revue et corrigée de la Liberté. Nous savons maintenant ce que c'est que la démocratie socialiste. Un de ses premiers pionniers en France fut Napoléon III, dont les conceptions de la liberté d'opinion, pour ne parler que de celle-là, s'apparentaient étrangement à celles de M. Jules Moch.

On nous a dit : « il faut combattre le totalitarisme fasciste ». On nous dit maintenant : « il faut combattre le totalitarisme bolchevique ». Mais dès maintenant on nous offre un nouveau totalitarisme, le totalitarisme démocratichien.

En vérité, c'est une erreur d'ajouter un

UNE GRANDE ENQUÊTE DU "LIB"

UN CAMARADE LIBERTAIRE RUSSE QUI A VECU 15 ANNEES EN U.R.S.S., SE TROUVANT DE PASSAGE A PARIS, A ETE INTERROGE PAR UN DE NOS COLLABORATEURS.

NOUS PUBLIERONS A PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE UNE SERIE D'ARTICLES RIGOREUSEMENT OBJECTIFS SUR « LA VIE EN U.R.S.S. ».

« LIB. »

qualificatif au terme totalitarisme. Quel que soit son nom et son aspect, c'est toujours le même visage de l'autorité, de la tyrannie et de la réaction.

Et c'est le totalitarisme tout court, le fascisme tout court (de droite, de gauche ou du centre), la réaction tout court, le fascisme tout court, qu'il faut combattre.

Ces lois qu'on nous annonce, qui seront peut-être promulguées quand vous serez ces lignes, constituent-elles une menace sérieuse pour la liberté et une arme dangereuse contre l'écrasement du prolétariat ? Certes, mais pourquoi ? A quoi est due leur force ?

Jean Grave a fait observer, il y a bien longtemps, que les lois n'ont de valeur qu'autant que l'état de l'opinion publique le permet.

Lorsque certaines mesures heurtent les sentiments d'une forte partie de la population, même dans les classes plus ou moins privilégiées, lorsque ceux qui doivent subir ces mesures ne sont absolument pas décidés à les subir, le législateur est en échec et la loi reste lettre morte.

Suivant le degré de conscience révolutionnaire des travailleurs, la loi de huit heures était appliquée bien avant d'être promulguée ou bien, au contraire, n'était pas appliquée après sa promulgation.

Lorsque M. Farge a décrété la peine de mort contre les affameurs, s'a été une vaste rigolade ; personne n'a pris ça au sérieux et il n'y a même pas eu un tout petit magoulin de pendu.

Un code préhistorique punit en principe de prison l'adultère de la femme. Quel est le juge qui oserait l'appliquer ? Même aujourd'hui, sous le règne de l'hypocrisie cagote ?

Ce qui importe c'est donc non de savoir si des mesures liberticides et oppressives seront inscrites dans la législation mais si, légales ou non, elles ont chance d'être admises, si l'état de l'opinion publique permettra de les appliquer.

Or, l'opinion publique semble mûre pour subir la législation fasciste.

La vieille C.G.T. d'avant l'autre guerre, sous l'influence des militants anarchistes, avait développé chez les travailleurs un certain respect des lois, une mentalité de lutte et d'autodéfense en face de l'autorité.

Les politiciens qui, par leurs intrigues, leur démagogie, leurs flagorneries, ont réussi à usurper la confiance des masses, ont réimplanté chez elles le respect de l'autorité, leur ont appris à attribuer aux lois une importance qu'elles n'ont que si on la leur donne.

Depuis longtemps, les hommes politiques de gauche comme ceux de droite, ne parlent plus que de légiférer, d'ordonner, de décréter, d'interdire, de punir, d'emprisonner ou de fusiller.

(Suite page 4, col. 5)

LES MINEURS ONT REPRIS LE TRAVAIL

LES LEÇONS D'UN ECHEC

Les Travailleurs des Mines ont perdu la partie, une partie qui méritait d'être gagnée, une partie qui pouvait être gagnée, une partie qui devait être gagnée.

Seul le recul nécessaire permettra d'analyser tous les ressorts qui, en jouant ont permis cet échec.

Aujourd'hui tenons-nous-en à un certain nombre de constatations élémentaires mais qui pourtant ont pesé lourdement sur la grève.

Les buts de la grève, mal définis, ont laissé indifférents un nombre important de travailleurs d'autres corporations.

La grève complémentaire des Transports a été freinée « pour-quoi ? » par le sieur Tournemine, secrétaire de la Fédération Cégétiste des Cheminots, déclarant au Congrès de la C.G.T. « Une grève générale n'est pas concevable en ce moment ».

La grève des dockers a été déclenchée trop tard, à un moment où la partie dans les mines était virtuellement perdue.

La tactique de la C.G.T. impulsée par le P.C., consiste moins à gagner la bataille des salaires qu'à entretenir les grèves tournantes de désorganisation de l'économie.

La conclusion élémentaire à tirer de ces événements est aussi simple.

L'hypothèse que fait peser sur le mouvement social l'emprise du P.C. le voue à l'échec.

L'intérêt de ce P.C. est moins le triomphe des revendications ouvrières que l'intérêt de la politique étrangère de l'U.R.S.S.

La mainmise du P.C. sur les mouvements de grève justifie aux yeux de nombreux travailleurs la répression gouvernementale.

Une seule solution à cette situation !

Substituer à des revendications inefficaces incapables de recréer dans le Monde ouvrier la confiance, des revendications nouvelles, à caractère révolutionnaire, telle : LA GREVE GESTIONNAIRE.

Débarrasser le Monde ouvrier de ce qui le divise, le dresse l'un contre l'autre : l'intérieur politique.

Retirer au pouvoir de répression leur tâche à la crème : la lutte contre l'ingénierie étrangère.

Le Monde ouvrier riche de réalisations, de victoires obtenues à la suite d'immenses sacrifices, doit également s'enrichir de l'enseignement tiré des erreurs de ces échecs.

De ceci il est nécessaire de tirer les conclusions qui s'imposent, élaborer des solutions profondes, s'attaquant à la structure même de l'Economie actuelle, en dehors de

l'influence des nationalistes qui se heurtent dans le monde.

Alors tout est encore possible.

Y compris l'écrasement par tous les moyens de l'appareil de protection des technocrates d'extrême droite comme d'extrême gauche.

Grève gestionnaire, grève d'avenir, grève contre le capitalisme, grève contre l'Etat, grève contre les politiciens, grève contre l'oppression. GREVE QUI AU LIEU DE DETRUIRE CE QUI FUT CREE HIER, créera au contraire CE QUI SERA DEMAIN.

VANCIA.

DANS LES BALKANS

La cendre est encore chaude

Si l'on met à part les éclats de voix de son délégué à l'O.N.U., la Yougoslavie semble avoir retrouvé son calme. Les Balkans, un moment agités par les soubresauts du nationalisme slave, paraissent s'orienter vers l'apaisement. L'affaire grecque même, semble avoir épuisé tout son contenu explosif. Sous la houlette des « grands » les pays qui touchent à la péninsule hellénique ont été invités à régler entre eux, à l'amiable, les différents d'ordre frontalier qui les opposent. Ils n'ont pas dit non ! Une première entrevue a eu lieu, qui n'a pas donné grand-chose d'ailleurs. Les personnalités internationales qui campent sur la colline Chaillot se sont cependant senties rassurées. Elles ont érigé en principe l'axiome qui consiste à mettre en présence, autour d'un tapis vert, des gens irréductiblement opposés, afin de se persuader que ces bavardages sur des problèmes insolubles contribuent à colmater les accès par lesquels les perturbateurs risquent de venir souffler sur un brasier susceptible de mettre le feu au monde. Ces conversations, le silence qui règne dans les Balkans troublé seulement par des bruits de bottes qui étouffent les crieries du ménage communiste dénué, ont paru une approbation du réalisme verbal de leurs méthodes.

Le public a suivi. Les journaux chargés de l'informer et de vendre du papier, avaient réalisé ce dernier objectif en usant largement du premier au paroxysme de l'affaire Tito. Les manchettes des quotidiens avaient servi largement de chapeau à des textes le plus souvent vides. Le public est difficile. Le sensationnel doit rapidement succéder au sensationnel. Les informations filtrées par une censure s'inspirant du maître en la matière : le Guepéou, ont obligé les journalistes à chercher ailleurs leurs pâtures. Aux manchettes en lettres d'affiche ont succédé des articles plus sobres et dernièrement, seuls quelques courts entrefilets nous rappelaient qu'il avait existé une affaire Tito.

L'affaire serait-elle en voie d'apaisement ? Il faudrait bien mal connaître l'homme du Kremlin pour croire qu'a renoncé à abattre celui qui a si rudement heurté son orgueil autoritaire. Ce calme de surface cache une lutte qui continue avec un acharnement sans pareil, lutte qui prend le caractère du vieillard vindicatif, cruel, despotique qui la symbolise.

L'impossibilité d'obtenir de Tito un alignement immédiat, les remous profonds qui avaient agité les partis communistes polonais, bulgare, roumain, Tchécoslovaque, etc... avaient obligé le Kominform après un premier raidissement destiné à sauver la face, à lâcher les rênes aux fractions nationalistes de ces partis communistes. L'hérétique GOMULKA repenti a vu le parti faire preuve à son égard d'une mansuétude

Un crime de la "justice" militaire

César Bugany, André Schanauer, Jedd Matysalski, tous trois témoins de l'histoire, objets de la conscience, ont comparu ensemble, — fait unique — devant le tribunal militaire de Metz le 3 novembre dernier. Ils ont été condamnés à 2 ans avec sursis. César Bugany et Matysalski pour refus d'obéissance, André Schanauer pour insoumission.

Chacun sera ramené à sa caserne où il sera puni par les autorités militaires, soit à nouveau poursuivi.

inhabituelle. Si Moscou profitant de la disparition de BENES a poussé un dur ZAPOTZKI à la place de GOTTWALD celui-ci a reçu comme retraite le palais des rois de Bohême. En Bulgarie, en Roumanie, des ministres plus ou moins soupçonnés d'hérésie sont restés en place après d'ailleurs les contractions et les grimaces d'usage aux communistes en proie à la contagion des aveux à caractère auto-critique.

Il serait excessif de penser que cette mansuétude est due à une crise de conscience des bourreaux de la vieille garde bolchevique de 1917. Seule, la situation délicate des Balkans atteint par une éruption de nationalisme a fait non pas reculer Moscou mais changer le terrain de la lutte.

Celle-ci pour être moins spectaculaire n'en est pas moins âpre. C'est la Yougoslavie dénonçant au cours d'un procès fait à des Bulgares accusés de collaboration, l'attitude du parti communiste de ce pays en 1940 et cela pour le plus grand plaisir des éléments rentrés dans ce parti après 1944. C'est la lutte entre les deux communismes en Hongrie pour s'emparer des postes importants au ministère de la police, au ministère de l'intérieur et au sein de

(Suite page 2, col. 5.)

Pour notre camarade FROGET

CONDAMNE A UN MOIS DE PRISON ET 6.000 FRANCS D'AMENDES POUR PROPAGANDE ANTI-MILITARISTE, SOUSCRIVEZ ! SOUSCRIVEZ !

ENVOYER LES FONDAS A JOULIN, 145, QUAI DE VALMY. C.C.P. 556176.

LE CARNAVAL DE LA SEMAINE

LE MAUVAIS ESPRIT

Commentant la grève des dockers américains, le Daily Express s'insurge de la prétention qu'ont eue certains membres de l'équipage du « Queen Elizabeth » de vouloir cesser le travail en signe de solidarité et insiste pour que les dirigeants syndicalistes et le gouvernement interviennent énergiquement.

Aux dernières nouvelles la F.S.M. se serait élevée avec véhémence contre cette manifestation intolérable du mauvais esprit internationaliste... Et l'émotion est grande parmi tous les vrais patriotes.

LE BON ESPRIT

Heureusement qu'une bonne nouvelle nous parvient de l'Allemagne Occidentale.

Les troupes américaines et anglaises, suivant de nouvelles instructions, appliquent maintenant le plan d'entraînement en commun.

Des échanges d'officiers et de soldats ont lieu pour des périodes de quinze jours.

AU TRAVAIL

« Le Times » au sujet de l'Italie écrit que ce pays a besoin, avant tout,

d'un rétablissement de la confiance parmi les syndicats et parmi les em-

Régime policier en Allemagne

Le peuple allemand n'a fait que changer de maîtres. Cela était inévitable, puisque la fin du nazisme n'a pas été une fin révolutionnaire, mais une conquête militaire. Mais les maîtres nouveaux ont recueilli, après les avoir condamnés, les méthodes, et parfois le personnel du nazisme. Voilà ce qu'il importe que tous les peuples du monde sachent bien. Nous empruntons les détails suivants au correspondant en Allemagne d'un journal anarchiste de Londres, Freedom, 13 novembre 1948.

L'ORGANISATION POLICIERE RUSSE

Dans la zone russe, le régime policier fonctionne ouvertement. Depuis quelques temps, le Président de l'Administration Centrale pour l'Intérieur (le titre est lui-même chargé de sens), Kurt Fischer, a organisé dans l'Allemagne orientale, une « Police du Peuple ». Son trait le plus saillant est son effectif et son armement formidable, de même que son caractère politique, résultant de l'élimination, au sein de la police nazie, de tous les éléments « suspects », c'est-à-dire non ralliés aux partis Communiste et Socialiste Unifiés. L'épuration fut d'environ 30 à 35 %. La centralisation est totale et tous les cadres sont des staliniens bien en main. L'effectif comprend un grand nombre d'ex-prisonniers ayant reçu une éducation politique en Russie. On a affirmé que les généraux Von Paulus et Von Seydlitz, organisateurs de l'armée russe parmi les prisonniers de guerre allemands, en faisaient partie, mais cela a été également démenti. On a aussi prononcé les noms des généraux Vincenz Müller, Arno Lenski, et Martin Lattman. L'appartenance à l'ancienne Wehrmacht semble être plutôt une recommandation qu'un motif d'exclusion. Cette police est armée de revolvers et mitraillettes, et possède son artillerie et ses blindés. Les chiffres donnés varient, mais il semble que l'on ait affaire à une force d'environ 100.000 hommes, qui serait quadruplée si les projets de Kurt Fischer sont entièrement mis à exécution. Ce dernier chiffre donnerait 1 policier pour 45 habitants de la population totale en zone Est.

LE MOUCHARDAGE POLITIQUE

En plus de la « Police du Peuple » (Volkspolizei), le peuple allemand a aussi ses « Correspondants du Peuple ». Leur tâche est de signaler aux journaux tout ce qui se passe dans leur voisinage. Ce sont, en fait, des indicateurs du type familial aux régimes staliniens et nazi. Ce système est particulièrement destructif de toute morale publique, et fait de chaque citoyen un « suspect » et un « mouchard » en puissance.

BRISEURS DE GREVES ENCASERNES

Les forces de police sont soumises à un entraînement militaire et à la vie (Suite page 2, col. 3.)

pleurs, afin que le travail produise davantage, les capitaines hésitent moins à s'insinuer.

La confiance, l'amitié (j'allais écrire la complicité) régnant entre les chefs syndicalistes et le patronat, les ouvriers savent enfin se mettre au travail.

Et alors, mais alors seulement, les capitaux... rétrousseront leurs manches.

Que voulez-vous, il faut bien que quelqu'un donne l'exemple !

LE DROIT

L'article 25 de la déclaration des Droits de l'Homme, mise au point par l'O.N.U. prévoit que « chacun a le

droit de participer à la vie culturelle de la communauté et de bénéficier des arts et du progrès scientifique ».

Bénéficier des arts. Bien sûr ! Bien sûr ! Pourtant à 400 francs le fauteuil dans le moindre théâtre et avec le minimum vital de 12.000 francs il devient difficile de faire valoir ses « droits ».

Heureusement que le progrès scientifique nous dédommagera un jour ! A coup de bombes atomiques.

LE CHAT BOTTE.



LES RÉFLEXES DU PASSANT



VARIACTIONS SUR LA RUHR

Pour l'amour du bon dieu, pour celui de la patrie, pour la gloire de joindre notre protestation à celles déjà émises par nos camarades communistes, par le père Bidault et par le général de Gaulle.

Clamons-le bien haut ! Cette outrecuidance anglo-américaine de rendre le bassin de la Ruhr aux magnats allemands est in-ad-mis-sible !

C'est à nouveau Strasbourg sous le feu du charbon allemand, et les vrais patriotes, ceux qui du bec et de la plume ont souffert et lutté pour le pays, de Maurice Thorez à Maurice Schumann en ont la fièvre aux tripes.

Mais qu'est-ce qu'on leur a donc fait aux anglo-américains ?

Les amis de M. Duclos, tous comme ceux de M. de Gaulle ne les ont-ils pas accueillis bien gentiment en le-

vant deux doigts ? N'ont-ils pas quatre ans durant en écoutant Herold Paquet à l'Angleterre comme Carthage... ? N'ont-ils pas écouté Winston Churchill ?

En toute justice, ne comprennent-ils pas qu'à défaut d'une internationalisation difficile, le bassin de la Ruhr doit revenir à des Français ; au Comité des Forges par exemple. Le premier François-Poncet, venu comprendre ça, ou bien encore à l'Etat un bon patron pour les mineurs.

Tandis que la Ruhr aux Allemands, c'est la guerre !

Quoi que la réflexion, si le charbon sert à faire du feu, le bassin de la Ruhr, si important soit-il, aurait bien du mal à embraser le monde entier.

Est-ce dans la Ruhr que les Allemands ont trouvé le pétrole, le manganèse, l'acier, le caoutchouc et les vivres nécessaires à un conflit ? On penserait plutôt que chaque nation civilisée a lancé ce qu'il fallait dans le brasier pour que le mélange se révèle détonnant. Et elles s'apprêtent encore à jouer avec le feu ! Néron n'était qu'un petit bonhomme ; on a fait du chemin depuis l'antiquité et nos grands hommes peuvent tout se permettre. Dans les peuples il y a tellement de pompiers !

LEG.

Service de Librairie

CE QU'EST L'ANARCHISME

BROCHURES
F.A. : Les anarchistes et le problème social, 15 fr. — P. Bessard : Le fédéralisme libertaire, 10 fr. — A. Bontemps : L'esprit libertaire, 5 fr. — P. Bontemps : L'anarchie, son idéal, sa philosophie, 20 fr. — Communisme et Anarchie, 12 fr. — Aux jeunes gens, 12 fr. — Le gouvernement représentatif, 12 fr. — E. Rocker : De l'acte de révolte, 3 fr. — Y. Fougère : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. — E. Rothstein : La politique et les politiques, 20 fr. — Barthelemy : Pour la justice économique, 10 fr. — M. Bakounine : L'organisation de l'Internationale, 5 fr. — Voline : La révolution en marche, 12 fr. — T. L. : La loi, 12 fr. — A. Frank : La Corporation, 12 fr. — E. Reclus : L'anarchie, 12 fr.

ETUDES
Voline : La révolution inconnue, 270 fr. — Bakounine : la révolution sociale et la dictature militaire, 165 fr. — Paul Gilie : La grande métamorphose, 100 fr. — S. Faure : Mon communisme, 260 fr. — G. Leval : L'indispensable révolution, 160 fr.

SYNDICALISME
Monnaie : On va la C.G.T., 10 fr. — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 150 fr. — P. Bessard : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. — Le monde nouveau, 140 fr. — F.A. : Les anarchistes et le syndicalisme, 15 fr. — E. Rotot : Le syndicalisme et l'Etat, 12 francs. Ce qui font gagner les fonctionnaires : 20 francs.

CRITIQUES SOCIALES
Rhillon : La ligne du progrès et l'interprétation marxiste, 3 fr. — E. Reclus : La peine de mort, 3 fr. — E. Reclus : Le mariage, 12 fr. — Proudhon : La justice pour tous par l'Eglise, 350 fr. — La révolution sociale, 200 fr. — Lettres aux propriétaires, 200 fr. — Principes d'organisation politique, 200 fr. — J. Burnham : L'ère des organisations, 75 fr. — Claraz J. : La révolution prochaine, 75 fr. — E. Berth : Guerre des Etats et guerre des classes, 150 fr. — Pradon : Réflexions sur la violence, 120 fr. — Pradon (en espagnol) : La crise du socialisme, 50 fr. — La révolution et le socialisme, 100 fr. — J. Burnham : L'ère des organisations, 200 fr. — Ernsman : La contre-révolution étatisée, 15 fr.

SYSTEMES TOTALITAIRES
C.A.A.B. : La Bulgarie, nouvelle Espagne, 25 fr. — David Russell : L'univers concentrationnaire, 180 fr. — A. Koestler : Le zéro et l'infini, 200 fr. — Le Yoghli et le communisme, 180 fr. — Eugene Kogon : L'enfer organisé, 200 fr.

F. A. Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e
Métro : Gare de l'Est
Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1^{re} REGION
Lille. — Permanence, Café Alphonse, 13, rue du Molinel, tous les samedis de 18 h. 30 à 19 h. 30.

2^e REGION
Le Diffusion du Libertaire

Pour tout ce qui concerne la vente à la criée du journal dans la 12^e parisienne, écrire à Gauthier, « Libertaire » 145, quai de Valmy, Paris-X^e.

Paris-Est. — Réunion : jeudi 2 décembre, 20 h. 30, 41, rue Péron. Débat entre militants sur le militarisme.

Argenteuil. — Réunion du groupe, le samedi 4 décembre à 20 h. 45 au local habituel.

Compte rendu du Congrès. Les sympathisants sont cordialement invités.

Bougival et environs. — Réunion le premier vendredi de chaque mois, à 20 h. 30, Hôtel des Nations, à Croissy.

Créteil, Bonneuil, Suresne-Brion, Saint-Maurice, Joinville-Charente, Maisons-Alfort, Alfortville. — Les camarades sympathisants et lecteurs du « Lib. » sont priés d'appuyer la création et la marche de groupes dans les communes ci-dessus, sont priés d'écrire au journal qui transmettra.

Enghien-les-Bains. — Le groupe lance un appel à tous les lecteurs du « Lib. » et sympathisants de venir aux réunions qui se tiennent chez Pierrot, 1, rue Albert, Enghien (2^e étage). Prochaine réunion : vendredi 3 décembre à 21 heures.

Maisons-Alfort-Charente et environs. — Réunion du groupe, vendredi 10 décembre, Café de l'Ecole, 34, rue Jean-Jaures, Maisons-Alfort, à 20 h. 30 (face à l'Ecole vétérinaire).

Présence de tous indispensable. Le camarade Fernand Granier traitera : L'Internationale.

Montgeron. — Réunion du groupe tous les 2^e dimanches de chaque mois, de 9 h. à 12 heures, 69, rue de Coucy.

Permanence tous les dimanches matin, même adresse.

Saint-Denis. — Les camarades de St-Denis désireux de former un groupe sont priés de se mettre en rapport avec les vendeurs du Libertaire, le dimanche matin au marché ou à la F.A. 145, quai de Valmy, Paris-X^e.

L'intergroupe de diffusion Est se réunira le mardi 7 décembre, à 21 h., précédés du 41, rue Péron. Les camarades du groupe sont priés d'amener du monde.

Saint-Ouen. — Réunion du groupe, jeudi 10 décembre à 20 h. 30, café, 10, rue Ampère (derrière les écoles Jean-Jaures). Présence de tous indispensable.

C.A. Régionale. — Réunion de la C.A. samedi 11 décembre à 18 heures, café Bon

seance indispensable des militants et sympathisants.

GROUPE DE VINCENTS
Réunion le vendredi 3 décembre, à 20 h. 45, Etablissements Carbowat, 66, rue du Commandant-Mowat, Vincennes.

Présence indispensable de tous les militants.

Radio-Technique, 51, rue Carnot à Suresne. — Prière est faite à tous les camarades anarchistes et de la C.N.T. d'écrire au 145, quai de Valmy qui transmettra.

4^e REGION
Brest. — Les camarades sont avisés que les réunions du groupe d'Etudes Sociales ont lieu régulièrement les 1^{er} et 3^e samedis du mois. En conséquence la prochaine réunion aura lieu le samedi 4 décembre à 20 h. 30, local de la C.N.T.

Nous invitons instamment tous ceux qui suivent notre activité avec sympathie, de faire un effort en assistant à nos réunions. Plus nous serons nombreux, plus nous serons les résultats de notre propagande.

Pour tout ce qui concerne la F.A. le Libertaire, s'adresser à Le Lanu, Auguste, Kergardec, Guesnoy.

Lorient. — Les lecteurs du « Libertaire » de Lorient et sa région sont cordialement invités à la réunion qui se tiendra le jeudi 9 décembre, à 18 h. 30, au Café Bozoc, 42, rue de la République, Lorient.

Des questions intéressantes notre journal seront débattues.

Nantes. — Secrétariat régional. — Nous croyons devoir rappeler à certains camarades ayant reçu « L'Entente » que nous serions toujours heureux de recevoir leurs appréciations ou tout au moins un accusé de réception. Qu'ils nous fassent part en outre de leur désir de recevoir les numéros suivants. Urgent, en particulier pour Auray, Morlaix, Saint-Malo.

Nantes. — Groupe Franco-Ferré. — Une série de réunions publiques sera incessamment organisée durant les mois d'hiver dans chacun des 7 arrondissements ainsi que dans la proche banlieue. Nous rappelons aux camarades désirant y apporter leur concours que notre permanence a lieu chaque vendredi à partir de 19 h. au 33, rue Jean-Jaures.

Montbéliard. — Camarades du Jura et de la Haute-Saône. Tous les camarades de cette région sont priés de se mettre en relation avec M. Blanchot, 6, avenue Clemenceau à Besançon, en vue de la constitution de groupes.

7^e ET 8^e REGION
C.A. Régionale. — Réunion de la C.A. samedi 11 décembre à 18 heures, café Bon

En Allemagne

(Suite de la 1^{re} page)

de caserne. Elles sont strictement analogues à celles de la police allemande militarisée d'avant-guerre qui combattait dans la Wehrmacht sous le nom de Divisions de Police. D'après les paroles de Kurt Fischer, elles sont destinées à monter la garde près de la ligne de démarcation, mais cela paraît être destiné à en légitimer l'existence en fonction du péril extérieur. D'ailleurs on mentionne également la surveillance politique et la garde des usines par des unités armées, chose universellement répandue en Russie. En l'espèce il s'agit de briser toute agitation ouvrière, d'empêcher les grèves. De plus, la police politique se substituerait dans ses tâches actuelles à l'armée d'occupation si celle-ci était retirée, en fonction d'accords internationaux.

LA REACTION OCCIDENTALE

Le Général Robertson, gouverneur militaire du secteur britannique de Berlin a récemment déclaré à ce propos. « Ce n'est pas la sorte de politique avec laquelle je voudrais avoir à rivaliser. Cela n'est en accord ni avec nos vues, ni avec les accords passés par nous comme puissance occupante ». Et il a continué en évoquant, de façon indirecte, l'existence de troubles sociaux dans la zone russe : « Tout ce que je puis dire, c'est que cette zone est organisée et armée, et que elle est prête à avoir affaire aux Allemands. A cela il n'y a pas de doute. Mais l'administration occidentale, si elle préfère des mesures de force un peu moins voyantes, et y a généralement recours, ne diffère cependant pas dans son principe, ainsi que voudrait le faire entendre le général Robertson. L'usage de la force armée contre les civils (généralment qualifiés à cette occasion d'émeutiers) ne diffère en rien de celle d'une police spéciale, à cela près que cette dernière — par son existence même — suppose que l'on s'attend constamment à une résistance populaire. Les troupes américaines furent naguère encore, à Stuttgart, employées contre la foule qui manifestait contre la cherté des vivres. Le général Robertson, d'autre part, a déclaré que les Britanniques seraient prêts à prolonger la période d'occupation, si la situation politique l'exigeait.

LES PERSPECTIVES POUR LE PEUPLE ALLEMAND

De quelque côté qu'on se tourne, la situation des Allemands dans l'avenir, se présente sous l'angle de la servitude et de l'enfermement forcé. Dans la zone Est, un régime est établi qui ne diffère pas sensiblement de celui du nazisme. Dans l'Ouest la terreur policière sournoise des nazis a sans doute disparu, mais l'autorité stricte régit, et avec elle, la non-reconnaissance de n'importe quelle forme d'initiative populaire. Et quelle soit l'origine de la brutalité ou de la fourberie dans les moyens, les principes mêmes des structures totalitaires.

J. H.

(Communiqué par C.R.I.A.)

Accueil, 171, rue Bouleau. Sont convoqués : Lade, Macé, Dubois, De Saint-Jean, Manteuf, Groë, Novero, Prost.

Le secrétaire : Lavoul.

Deux-Sèvres. — Les militants et amis, lecteurs du « Libertaire » sont fraternellement invités à se réunir samedi 2 décembre, 4, avenue Emile-Zola, à Thouars.

Lyon-Centre. — Réunion du groupe Libre-Examen, samedi 4 décembre, au Café Bon Accueil, 171, rue Bouleau (angle rue Bonnet). Cotisations, livres, etc.

Lyon-Vaise. — Le groupe Germinel se réunira le vendredi 10 décembre à 20 h. 30, Café Luboz, 27, Place de Valmy.

Aux jeunes de la région lyonnaise. — Le groupe Libre-Examen fait appel aux jeunes désirant participer à la construction d'une société vraiment humaine.

Ils peuvent, pour renseignements complémentaires, s'adresser chaque samedi de 16 à 18 heures au siège, au Café Bon Accueil, angle rue de Bonnel et Bouleau ou au service de librairie, une bibliothèque, composés d'ouvrages de sociologie et divers, est à la disposition de tous.

10^e REGION
Toulouse-Jeunesse. — Réunions intérieures du groupe les 1^{er} et 3^e mardis, les 2^e et 4^e, réunions ouvertes aux sympathisants, 4, rue de Belfort, à 21 heures.

Toulouse. — Bien-Etre et Liberté. — Réunion tous les mardis à 21 h., au 4, rue de Belfort, 2^e étage.

Toulouse. — Groupe Fernand-Pelloutier. Réunion tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg.

11^e REGION
Montpellier. — Militants, sympathisants et lecteurs du « Libertaire » sont invités à la réunion qui aura lieu le dimanche 5 décembre à 10 heures du matin au Bar des Remparts, boulevard des Bonnes-Nouvelles. Un compte rendu du Congrès de Lyon sera donné par un délégué régional.

12^e REGION
Narbonne. — Groupe libertaire, vendredi 3 décembre à 21 h., au Bar du Commerce, boulevard Voltaire, causerie-discussion sur : Les problèmes de la répartition en régime libertaire : prise au tas ou moyens d'échange.

Invitation aux sympathisants.

LA PROPAGANDE
Le camarade Joyeux donnera dans le courant de la 1^{re} quinzaine de janvier une série de conférences sur les sujets suivants : La Fédération anarchiste devant les événements actuels. De la grève politique à la grève généralisée. En plus des villes qui ont été touchées par une circulaire, nous demandons aux groupes, camarades et lecteurs du « Libertaire » de Beauzeville, Villefranche-de-Rouergue, Cransac, Sète, Lavelanet et autres de la région, désireux de faire entendre chez eux la voix de la F.A., de se mettre immédiatement en relation avec le camarade A. Dauris, Les Eglantines, route de Carcassonne, Narbonne.

Pour faciliter l'organisation de cette tournée, tous les groupes voudront bien faire connaître : 1^o Le sujet choisi ; 2^o Nombre d'adhésions nécessaires (affiches à la charge du groupe) ; 3^o Les lieux favorables pour organiser dans leur ville.

Le Secrétaire.

CHRONIQUE ECONOMIQUE

LE CERCLE VICIEUX

L'IMPOSSIBILITE totale d'améliorer un tant soit peu la situation économique actuelle a été avouée. Nous avons depuis longtemps dénoncé cette impossibilité qui est la caractéristique d'un monde décadent et il est pour le moins étrange de lire dans la « Révolution prolétarienne » et sous la signature de Louzon (et nous regrettons d'être obligés de contester avec lui) des affirmations qui démentent l'analyse même la plus superficielle de la situation.

On ne peut plus assumer et encore moins réformer ce qui a été, et dans tous les domaines, l'extrême des possibilités.

En premier lieu, l'écart existant entre les prix et les salaires est tel qu'il est maintenant quasi impossible de le combler sinon de la régression. Et l'application de l'échelle mobile sans ajustement préalable ne serait que la consécration définitive d'une intolérable injustice.

Pourtant, Louzon, avec raison d'ailleurs, estime que ce rajustement est la condition essentielle de l'équilibre économique de la paix sociale et de la mise en échec des manœuvres stalinienne, mais omet, hélas ! de nous en indiquer les moyens !

Personne, aujourd'hui, et après les multiples essais tentés dans ce domaine, ne croit plus sérieusement à cette possibilité.

Mieux, les chiffres prouvent qu'en fin de compte toute augmentation nominale des salaires finit par diminuer le pouvoir d'achat. Ainsi, de janvier à septembre 48, les prix ont augmenté de 24 % et les salaires de 15 %.

Il est devenu techniquement impossible de satisfaire les aspirations les plus légitimes, les plus élémentaires de la classe ouvrière.

En effet, une augmentation du prix de revient d'un article quelconque de 10 % par exemple, subit une telle cascade d'indices, qu'elle est décuplée en arrivant au consommateur.

Une avalanche d'impôts, de taxes, suivie d'une vague de bénéfices plus ou moins légaux, se superposent, et enlèvent, d'une manière relativement faible au début du cycle, en fait une augmentation massive qui amplifie le déséquilibre économique.

Schématiquement, les répercussions d'une hausse de salaires se traduisent à plus ou moins brève échéance par :

1^o Baisse du pouvoir d'achat ;
2^o Inflation monétaire ;
3^o Mécontentement des stocks ;
4^o Retractions fiscales diminuées.

Et les réactions :

1^o Augmentation des impôts ;
2^o La consommation déterminant toujours dans tous les domaines la production, cette dernière se rétrécit. D'où

Chez les autres...

L'AUBE (M.R.P.) du 28-11-48 publie un article sur la misère des vieux. Fort bien :

« Tout au long de cette enquête qu'il faut penser à lire, le pense-aveur mentionne de multiples défaillances et insuffisances de nos lois ; on a ignoré le vieillards. »

Et pour ce qui est de la France à l'heure actuelle, M. Georges Many pourrait ajouter que les ministres et députés M.R.P. y sont bien pour quelque chose.

A toute enquête sérieuse, il faut des chiffres. En voici :

« Les travaux savants de M. Saury, en particulier, ceux des journaux d'étude du vieillards, ont permis de constater que l'Alliance nationale, notamment, ont montré que la France compte présentement 16 vieillards sur 100 personnes. »

Bon ! Et encore :

« Un autre calcul a précisé que deux adultes doivent, dans notre société, faire vivre un enfant et trois vieillards. »

Bien ! J'ai aussitôt empoché ma règle à calcul et trouvé que si la proportion 2, 1, 3 est juste, les 16 vieillards et 5 enfants seront nourris par 10 adultes.

Ce qui donne un total de 31 personnes. Pour aller à 100, il reste donc 69 non-producteurs.

quand M. Many conclut son article par :

« Le problème des vieux n'aurait donc finalement de pleine solution que par la solution de celui des naissances et de l'enfance. »

Il me permettra de lui faire remarquer d'abord que ce n'est pas en augmentant d'un enfant la charge des deux producteurs qu'il améliorera la situation des trois vieillards.

Ensuite, qu'il vaut mieux ne pas jongler avec les chiffres quand on n'est pas fichtre de faire une règle de trois.

Enfin, qu'il y a une autre solution au problème des vieux : faire travailler les non-productifs et les inutilités, tel M. Georges Many qui rendrait de bien meilleurs services aux vieillards en cultivant des navets qu'en vendant sa salade à « l'Aube ».

FRANCO-TREURE (28-11-48). M. Albert Bayet, dans la « Chronique des idées », écrit au sujet de la Troisième République :

« Quelques anarchistes lancent des bombes, reste absurde et chatouille que les lois existantes pourraient changer. »

Ignorait-il qu'à l'époque du terrorisme anarchiste, les maîtres du moment étaient plus « pourris » — s'il est possible — qu'ils ne le furent jamais : Union générale, affaire Wilson, chemin de fer du Sud, affaire de Panama, etc.

Ignorait-il qu'il ne se passait pas de mois sans qu'un député, un ministre ou un général ne fut pris par la main, par les sacs, et tout concussions ou prévaricateurs ?

Ignorait-il que les institutions bourgeoises de Justice et de Police articulées, se couvraient de boue, étaient au grand jour leur servilité et leur venalité ?

Et l'on apprendait aux ouvriers à respecter ces canailles et ces institutions.

Comme aujourd'hui.

M. Bayet n'ignore certainement pas cela, puisqu'il est historien.

Mais peut-être ne sait-il pas qu'à cette même époque :

« Les ouvriers, loin de bénéficier de l'œuvre dont ils sont les artisans, se trouvent réduits par la cupidité de leurs employeurs à une condition misérable. »

Peut-être ne sait-il pas que :

« Les grands patrons règnent en maîtres sur le marché du travail, qu'ils font travailler jusqu'à des enfants de moins de huit ans, imposent, même à des femmes, des journées de plus de 12 heures, infligent, pour des fautes légères, de lourdes amendes, fixent des salaires si bas que la population ouvrière est réduite à s'entasser misérablement dans des taudis. »

« Comme le travail devient de plus en plus épuisant, comme les travailleurs n'ont aucune protection contre le chômage, les conditions de leur existence, on a l'impression d'assister à une résurrection de l'esclavage antique. »

M. Albert Bayet ignorait-il ? Alors !

M. Albert Bayet devrait se retirer. Tout cela se trouve dans son « Histoire de France », pages 312 et 313.

Il s'agit d'un peu d'histoire, d'un peu d'histoire de l'anarchisme Proudhon.

J'ajouterais à tout cela que la mortalité atteignait, particulièrement chez les enfants, des proportions effrayantes.

La vie, pourtant si précieuse, des ouvriers d'aujourd'hui est semblée un paradis aux yeux des bourgeois des années 1880 et la suite.

Il faudrait toutes les colonnes de ce journal pour simplement donner une idée de leur triste état et de la psychose de révolte qui régnait chez les meilleurs d'entre eux.

Maintenant, je vais citer Robert Louzon qui n'est pas un anarchiste et qui, certes, est autrement qualifié que M. Bayet pour parler de l'histoire du mouvement ouvrier.

« Le terrorisme anarchiste fut comme le coup de gong qui releva le prolétariat français de l'état de prostration et de désespoir où l'avaient plongé les massacres de la Commune ; ils furent par là le prétexte de la fonction de la C.G.T. et du mouvement syndical de masse des années 1900-1910. »

Mouvement syndical qui tira le peuple de l'esclavage véritable dont parle M. Bayet dans son Histoire de France.

Ce furent ces « gestes absurdes » qui, en supprimant quelques canailles, permirent à des millions d'ouvriers d'être un peu plus des bêtes.

Ce furent ces « gestes criminels » qui sauvèrent de la misère la plus abjecte des millions d'ouvriers, de la tuberculose et de la mort par sous-alimentation ou par inanition, car on ne mourait assez souvent en ce temps-là — des milliers et des milliers de femmes et d'enfants.

Ce furent ces mêmes gestes qui firent condamner à mort les sept anarchistes de Chicago — tout simplement parce qu'ils voulaient donner une vie meilleure au prolétariat et à la journée de 8 heures (cette « conquête républicaine » comme disent les ahuris du « Populaire »).

Ce sont ces gestes que vous célébrez d'ailleurs vous-même dans votre journal, sans le savoir peut-être, tous les 1^{er} Mai, M. Bayet. Car les « martyrs de Chicago » furent « châtés grâce aux lois existantes » par des gens qui, eux aussi, trouvaient « leur geste absurde et criminel ».

Absurde et criminel, le geste de Gallo qui nettoya cette caverne des quarante voleurs qui étaient et qui sont encore de la Bourse ?

Celui de Ravachol qui fit sauter les maisons de deux des membres les plus représentatifs de ce que Clemenceau, lui-même, appelait avec le plus profond des mépris « la magistrature à plat ventre ».

Celui de Vaillant qui flanqua une venette ministérielle aux députés — et quelques éclats dans leurs fosses ? Après quoi, le mot célèbre : « La séance continue », prononcé une bonne demi-heure après l'explosion, passa — héroïque — dans l'histoire.

Absurde et criminel, le geste de Caserio, Henry et de bien d'autres ?

Non, M. Bayet, la meilleure preuve en fut dans le réveil de la classe ouvrière dans sa révolte et dans l'organisation du syndicalisme.

Elle fut dans l'acharnement de la police à décapiter, à miner, à détruire le mouvement anarchiste, avec ces « lois scélérates » de 1894 que vous citez :

« Tout individu qui, par des moyens quelconques, aura fait que la propagande anarchiste sera envoyée en prison. »

Car tous les charognards de la finance, de l'industrie, de la politique, tous les vendeurs d'indulgences et de pain béni, tous les exploités et tous les marchands de canons, sentaient bien que ces gestes « absurdes et criminels », cette propagande par le fait de quelques anarchistes et les violentes campagnes de beaucoup d'autres allaient jeter bas la vieille société si celle-ci ne réagissait pas.

Elle réagit : Les anarchistes furent jetés en prison, persécutés, dispersés, mais il était en partie trop tard. Leurs gestes, leurs sacrifices n'avaient pas été vains.

Et, aujourd'hui, après un siècle de persécutions, malgré la fiscalité, malgré tous les salopards plus ou moins inconscients qui tentent encore de les discréditer, le mouvement anarchiste se relève — plus fort que jamais — plus prêt à la lutte.

Et il est bon de dire que les anarchistes n'ont pas oublié les compagnons du siècle dernier et que s'ils n'ont pas « le respect de la charogne », ils ne désavouent pas ceux qui seraient faits autre chose que des phrases pour leur idéal.

CAVANHIE.

augmentation du prix de revient, une production limitée étant plus onéreuse ;

CULTURE ET RÉVOLUTION

LA PUCE ET LE DICTATEUR

Premier tableau :

MISÈRE ET REFLEXIONS DE LA PUCE !

Une puce démocratique.
Au caractère un peu frondeur
Voulant s'offrir un pique-nique
Choisit la peau d'un dictateur.
Bien sûr, vous me direz qu'il est de par le monde
Des mets plus délicats et d'une autre saveur
Que peau de dictateur ;
Mais croyez-moi, quand l'estomac des puces gronde,
Que c'est le temps des privations,
Du pain noir et des restrictions,
De la grève des vitamines
Et que l'on a mauvaise mine,
Il n'est plus qu'un seul argument :
LE NOURRISSANT !
Or notre puce, avec esprit,
Pensait qu'un dictateur, quel que soit son pays,
Quel que soit son parti,
Est toujours bien nourri :
« — Il se peut... disait-elle avec de l'à-propos...
Que cette gent dégage une odeur assez forte,
Mais que m'importe !
Qu'importe son odeur ! Qu'importe son drapeau !
Qu'importe sa couleur ! Pourvu que sous la peau
Je trouve enfin ce qu'il me faut. — »
Lors, ayant dit ces mots,
La puce commença l'assaut du dictateur !

Deuxième tableau :

LE COMBAT

C'était jour de Conseil. L'air hautain, l'œil sinistre,
Le grand homme écoutait, ironique et narquois,
La fin d'un long discours de son premier ministre,
Quand la puce mordit pour la première fois.

Elle avait bien choisi l'endroit de son attaque :
En plein milieu du ventre, à côté du nombril ;
Mais elle était encore trop faible, un peu patraque,
Et le tyran sentit à peine un chatouillis.
Quand il se mit debout pour prendre la parole,
Or, comme il claquonnait : « — Il nous faudra trois mois !
Le monde à nos genoux !... Tout l'Or ! Tout le pétrole ! — »
La puce le mordit pour la seconde fois.

Alors ce fut très beau ! Alors ce fut épique !
Buvant à plein gosier le sang du dictateur,
Sentant monter en elle une force tragique
Faite de cruauté sadique et de fureur,
Comprenant qu'il faudrait dans cette lutte obscure
Ou bien vaincre ou mourir, qu'il n'était d'autre Loi,
La puce, redoublant l'effet de sa morsure,
Piqua le dictateur en mille et mille endroits.

D'abord, tel un dément, et l'écume à la bouche
On le vit sursauter, puis marcher à grands pas ;
Les ministres anxieux le regardaient, farouches,
S'agiter et se tordre et ne comprenant pas.
Il proférait des mots qui ne voulaient rien dire :
« — Dix millions de soldats ! Quatre mille avions !
Cent mille policiers !... Et le plus vaste empire !
Il suffit d'une puce !... A quoi bon les canons ? — »

Tout à coup il partit d'un grand éclat de rire,
Enleva sa tunique et puis son pantalon,

Conte en 3 Tableaux et une Morale

POUR qui suit regarder tourner la terre, il apparaît nettement que l'on cherche à nous inoculer à tous la même maladie : la Peur.

Quel que soit le chemin que prend l'homme, sur ce chemin se dressent des épouvantails. Oh ! ils portent des noms très communs, ces épouvantails ; ils se nomment comme vous et moi : Maurice ou Charles, Adolphe ou Joseph... mais ils nous font peur.

Je crois donc que le rôle du poète, en ces temps de frousse organisée, est justement de lutter contre cette maladie, avec les moyens dont il dispose.

Voilà pourquoi, ayant trouvé un remède que je crois infaillible, j'ai cru de mon devoir de vous en faire profiter ; et j'ai mis ce remède, dont je souhaite qu'il vous aide à vivre plus calmement, dans cette fable.

Déchira sa chemise et, comme en plein délire,
En injuriant le ciel ôta son caleçon.
Lors, quand il fut tout nu, autant qu'un ver de terre,
Dardant sur l'assistance un regard de vautour,
Très digne il se gratta, se remit en colère,
Et d'une voix tonnante il reprit son discours.

Troisième tableau :

LE CHATIMENT

C'était un très grand orateur
Ce dictateur ;
Et quand à la foule il parlait,
Chacun se taisait.
Il faut bien dire que la Peur
Jouait dans ce silence un rôle primordial ;
Mais c'est égal,

LE GALA DU "LIBERTAIRE"

CE fut une bouffée d'air pur qui balaya les miasmes du conformisme et de la platitude.

Que ce soit dans la simple chansonnette, dans la mimique ou dans la poésie, dans le drame ou dans la tragédie, que ce soit dans la musique, dans le geste, dans le regard, partout, nous avons retrouvé la même inspiration, la même volonté d'exprimer ce qui s'écroule et s'étouffe douloureusement dans le cœur de l'humanité.

Avec son brio habituel, Gaston Gassy nous présente le spectacle et notre camarade Nicole Ratté tiendra le piano toute la soirée.

Saluons la chorale Ajiste ! Sa réputation n'est vraiment pas surfaite. Mesure, harmonie, interprétation remarquable. Elle choisit dans le folklore et les chants de combat des chants anciens tels : « Les Canuts »,

« Les Survivants », « Pavane », et j'en passe, et nous fait découvrir des richesses ignorées qui sont autant de petits chefs-d'œuvre.

Ibanez, le guitariste, fait dire à son instrument exactement ce qu'il veut. Il est incroyable — miraculeux, dirai-je — que de quelques cordes on puisse tirer des sons, des accords d'une variété infinie.

Nous écoutons ensuite Sencal et Lausanne ainsi que Mme Poznanski qui interprète deux ravissants airs de Manon.

Josette Rioutard, menue et frêle, nous dit des choses simples, de petits poèmes tout « nus », construits avec les mots de tous les jours et les vérités de toujours.

Quant à Marsac, il arrive, s'impose, ou plutôt impose le rire sans avoir l'air d'y toucher. Son ironie est une guillotine.

Et puis Raymond Bussières. Cher Bussières ! Si plein de fougue, d'émotion quand il nous dit les poèmes de Prévert. Quelle vérité dans ses accents, quelle simplicité éloquente dans ses gestes et quelle ferveur ne sait-il allumer dans nos cœurs !

Mais à peine a-t-il quitté la scène sous les applaudissements déchainés, qu'apparaît Maria Casarès.

Dès ses premiers accents, nous sommes étreints. Elle dit un poème de R. Asso. Chaque mot porte, chaque intonation se vrille en nous. La tragédie se déroule, la tragédie de l'homme écrasé qui se redresse douloureusement.

Et lorsque, pour terminer, Maria Casarès déclama un poème pour les espagnols, et en espagnol, le seul mot « Alerte ! », plusieurs fois répété et à chaque fois avec de telles intonations, à dû certainement soulever une profonde émotion chez ceux qui n'entendent pas cette langue.

Belle et grande tragédienne, à qui succède Jacques Grello. Sa chanson « Rassemblement » est vraiment une extraordinaire réussite.

Quant à Yves Deniaud, délaissant sa magistrale spécialité de l'argot, il récita d'abord le fameux poème de Gaston Couté : « Les Gourgandines ».

On ne peut qu'admirer son aisance remarquable dans le langage patoisant, son allant, sa sincérité.

Puis, pour notre grande joie, simplement, il nous dit : « Les Animaux malades de la peste », mais avec quel art, avec quelle puissance toute faite de simplicité, de sobriété et aussi d'astuce !

Mais voilà Pierre Latour, mime prestigieux, suivi de Robert Rocca, qui nous fait rire aux éclats avec sa fine satire des œuvres « condensées » et sa spirituelle chanson « Ah ! quel brouillard ».

Enfin Léo Noël vient nous charmer avec sa simple chanson d'amour qui sort du peuple en droite ligne, avec ses images et ses gestes, comme on fait dans les faubourgs entre gens simples, humains et francs, et sa magnifique interprétation du « Contrebandier » de R. Asso.

Puis ce fut notre ami Léon Campion, qui ne put faire qu'une courte apparition, vu l'heure tardive.

Enfin Simone Signoret vint terminer la soirée avec sa charmante simplicité.

Belle et grande soirée, grâce au concours bénévole de cette pléiade d'artistes. Le « Libertaire » leur en est profondément reconnaissant.

André JULIEN.

Que ce soit par amour, que ce soit par frayeur,
Le silence régnait... c'était le principal.
Or ce jour-là, quelle fut sa stupeur
Quand, au milieu de son discours,
Il entendit, d'abord très sourd,
Un murmure monter, se changer en rumeur,
Puis, il faut bien le dire,
Se terminer enfin par un éclat de rire.
Qui lui coupa le souffle et le laissa pantois,
Hésitant et sans voix.

Qui donc osait commettre un si grand sacrilège ?
Un crime sans pareil ?
C'était tout simplement les membres du Conseil,
Qui se remoussaient sur leur siège
En se montrant du doigt le dictateur tout nu.

« — Mais il est mal fichu !
Cria dans un hoquet le Chef de la Police ! — »
« — Je lui vois des varices... »
Dit le Ministre des Transports ! — »

Quant au Chef de l'Etat-Major,
Il se tenait le ventre et jurait ses grands dieux
Qu'il n'avait jamais vu de genoux plus cagneux.
Quand ils eurent bien ri, il se fit un silence
Et le Ministre des Finances,

Qui pourtant d'ordinaire était le plus peureux,
Frit la parole et dit : « — Messieurs !
Contemplez avec moi ce fameux dictateur
Qui nous faisait trembler de peur !
L'être splendide et merveilleux
Devant qui nous baissions les yeux !
Nous le prenions pour Dieu !
Et il n'était en somme
Qu'un homme
Avec un ventre... un estomac...
Des intestins... et coetera !
Quand la faim le démange,
Le soi-disant archange
Mange
Tout comme vous... tout comme moi !
Il grelotte quand il a froid !
Et s'il a trop chaud il transpire !
Messieurs ! Je n'ai plus rien à dire
Sinon que maintenant son règne est bien fini.
Jamais nous ne pourrions le regarder sans rire !
Car, si j'ai bien compris,
Tout ce que nous faisons, il le fait, lui aussi :
Il touss... et crache... et fait pipi
Très exactement comme un homme
Pareil à tous les autres hommes !
Je vous propose donc, en fait de conclusion,
De lui donner d'abord une bonne fessée
Et de lui faire après signer sa démission ! — »
Les ministres alors, toute peur envolée,
Se ruèrent sur le tyran.
En quelques courts instants
La chose fut réglée ;
Après quoi, tout penaud et confus,
Il fut jeté tout nu
A la rue.

Tandis que la puce, repue,
S'en allait, tributante, un tintinet pompette,
Et que tout le pays prenait un air de fête.

LA MORALE

Je ne vous demande pas de croire
A ma petite histoire.
Il se peut que je l'aie rêvée !
Que ce soit un conte de fée !
Mais, vraie ou non,
Chacun peut en tirer une bonne leçon.
Pour moi, je vous dirai qu'en ces temps de folie
Où règne la terreur,
Où les tyrans se multiplient,
Où chaque jour apporte une nouvelle peur,
J'y ai trouvé le secret d'être libre
Et de garder mon équilibre
Devant n'importe qui. Fût-il le plus puissant !
Le plus fort ! Le plus riche ou le plus arrogant !
Si l'on me toise, méprisant ;
Ou si quelqu'un, du haut de sa grandeur
Cherchant à m'humilier, prend un air supérieur
Ou veut me faire peur,
Que celui-là soit noble ou bien qu'il soit manant,
Policier, député, ministre ou percepteur,
Empereur des marchands,
Roi, prince ou dictateur,
Que ce soit un garçon, que ce soit une fille,
Je le regarde gentiment...
Et, souriant,
Mon œil le déshabille.
Cela suffit, croyez-moi... amplement !

Paris, août 1948.

Raymond ASSO.

Jean-Paul Sartre et la Critique

A PROPOS DE SITUATIONS I ET II (N.R.F.)

LORSQUE, au début de *Qu'est-ce que la littérature*, J.-P. Sartre attaque avec une violence concentrée les critiques littéraires, il est permis de se demander tout d'abord si la conception sartrienne de la critique ne va pas s'en ressentir.

Les critiques, mais ce sont des « gardiens de cimetières », les livres qu'ils manient. « de petits cerbères » d'où s'échappe une « légère odeur de cave ». Somme toute, Sartre accuse les critiques de mauvaise foi, d'esprit de sérieux. Pour eux, les auteurs n'existent pas ; ce qui compte, c'est ce qu'ils ont convenu avec Ramon Fernandez d'appeler le message : une limitation volontaire et artificielle à l'expression involontaire de l'âme des auteurs en question. La beauté de leurs écrits, la pensée qu'ils ont pu y mettre n'inquiètent nos critiques : mais l'homme et l'homme seul. Selon eux, voici « la vraie, la pure littérature : une subjectivité qui se livre sous les espèces de l'objectif, un discours si curieusement agencé qu'il équivaut à un silence, une pensée qui n'est que le masque de la folie, un Eternel qui laisse entendre qu'il n'est qu'un moment de l'Histoire, un moment historique qui, par les dessous qu'il révèle, renvoie tout à coup à l'homme éternel, un perpétuel enseignement, mais qui se fait contre les consciences. Pour le critique, quelle joie de peupler son ciel intelligible avec des valeurs fixées en soi : Bergotte, Swann, Siegfried et Bella, M. Teste : voilà des acquisitions récentes. On attend Nathanaël et Ménalque ». Parler du perpétuel dialogue entre Pascal et Montaigne : ce n'est nullement dans le but de les rendre plus vivants, mais plus morts, Gide et Malraux. Car ce qui vit, ce qui a une valeur pour soi, scandaleuse. Les critiques sont des hommes inauthentiques et leur royaume est un cimetière.

Toutefois, cette violente attaque est-elle vraiment dirigée contre la critique ? Oui, si nous entendons par là le nom collectif des critiques. Non, si nous y voyons une certaine détermination de la littérature. Mieux : ce n'est pas tant aux critiques que Sartre en a,

qu'à la conception de la littérature qu'ils représentent et qu'ils proposent. Est donc seulement apparente la contradiction qui fait que Sartre incrimine la critique et la pratique pour son propre compte — et brillamment. Il n'est pour s'en rendre compte, que de relire les articles parus en 1945 : dans *Les Cahiers du Sud* 1945-47 ; dans sa revue *Les Temps Modernes*, et recueillis dans les volumes de *Situations*. Quelle intelligence et quelle clarté ! Que Sartre s'attaque à Bergotte, à Francis Ponge ou à Descartes, nous retrouvons toujours les mêmes qualités d'exposition, de développement et de synthèse, le même goût pour les vastes perspectives. Il faut l'écouter entretenir de la temporalité chez Faulkner, du fantastique chez Kafka, de la liberté des héros romanesques, des procédés de Dos Passos. Non sans une moue de mépris, Sartre reste dans la ligne et conserve le style de l'essai traditionnel — ni trop concis, ni trop verbeux. Et s'il y brille, si on se prend à admirer son exposé de la liberté cartésienne, ou des thèmes de l'Etranger, sans doute faut-il imputer le mal succès d'un tel critique à ses dons de professeur. Il serait facile en effet d'opposer cette critique explicative à celle d'un Paulhan, pleine de raccourcis, à celle d'un Malraux, pleine de formules. Mais, à quel ordre de préoccupations profondes répond donc cette critique ?

Michel Leiris l'a bien dit dans sa préface, le but que Sartre s'est proposé avec son *Baudelaire* est « de dégager de ce qui est connu du personnage Baudelaire sa signification : le choix de lui-même qu'il a fait ». De ce but, Sartre, d'ailleurs, ne s'est pas écarté. Il ne prétend ni porter un jugement esthétique sur l'œuvre de Baudelaire, ni à rendre compte de sa portée. Cet essai est un cas-limite, encore qu'à bien considérer, les articles de *Situations* I, d'une façon générale, tendent à mettre en lumière, non tant les ouvrages dont ils s'occupent, que tel ou tel aspect dont s'inquiète Sartre. Notre critique refuse de croire que le style de l'addition dont se sert Dos Passos, que le récit au passé de Faulkner ne réponde pas à quelque préoccupation originelle. Et c'est précisément cette préoccupation qu'il tâchera de dégager. D'autre part, s'il parle des romans de M. François Mauriac, ce ne sera pas tant à sa technique romanesque qu'il en aura, qu'à la théorie métaphysique qu'elle implique. S'il s'attache aux romans de Giraudoux, c'est pour en dégager une philosophie que Sartre

peut, à bon droit, rapprocher des idées d'Aristote. Il sait que l'essayiste de *Situations* veut échapper à la critique littéraire et se soucier uniquement d'un examen philosophique des choix fondamentaux. Mais s'agit-il bien de critique philosophique ?

En premier lieu, il est gênant que Sartre s'attaque à des ouvrages qu'il ne prétend pas juger, qui ne sont pour lui que des tremplins pour l'élaboration de ses propres philosophiques. Mais, à la limite, et s'il maintient en les éclairant alors de façon défavorable. Car nous constatons que l'essayiste ne laisse pas de faire place à la part sentimentale : les idées qu'il dégage chez tel ou tel — qu'il les ait ou non exprimées — qu'il en ait eu ou non conscience — ce n'est que pour les opposer à un système personnel, qu'il en donne, ou non, pour sa part, quelque aperçu. Cela fait penser, avec toutes les réserves que le passage de la grossièreté à la souplesse dialectique convient de faire prendre, à des critiques marxistes comme à l'œuvre liée à un système dialectique, ou psychanalytiques comme à l'éloignement d'une incontestable agressivité homosexuelle, ou même « témoignant d'une vérité non-aryenne ». Pour parler son langage, Sartre est en situation de critique littéraire : il parle de livres pour des revues, il doit donc dire s'ils sont bons ou non et tout d'abord sur le plan esthétique. Il est peut-être très juste de montrer les héros de Mauriac ayant leur liberté aliénée, mais il importe aussi de montrer comment le public se délecte de cette aliénation ou s'il n'en fait pas cas, de montrer quels sont les ressorts esthétiques de Mauriac. Car si la technique renvoie à la métaphysique, celle-ci n'est là qu'en plus, et la technique compte d'abord pour elle-même. Selon les mots de Goethe, « ce qui est au-dessus des mots, c'est la philosophie ». Tout cela pour montrer que Sartre, cédant à l'une des exigences de l'esprit français, fait peut-être moins de la philosophie que de la morale. Sa rare intelligence, dans sa « dure douceur » pour parler comme Heidegger, aurait dû pourtant le mener un peu plus haut que la ligne des impératifs moraux. De petites imbécillies qui font dans le marxisme (ou quelque chose comme ça) ont dit que Sartre n'avait pas de morale. Et de son ontologie, menée entièrement contre les certitudes des sages, à sa critique littéraire, Sartre n'a fait que de la morale. Mais peut-être, est-ce « notre » seul « sujet » ?

Les Livres

Les Grotesques

Non, Henri Perruchot, avec son livre « Les Grotesques » (Les 13 Epis, éditeur), n'a pas commis un chef-d'œuvre, n'en déplaît à mes illustres confrères (sic) de la Grande Presse Littéraire, dont les louanges fleurissent tout au long d'un intercalaire inclus dans les pages de l'ouvrage. L'outrance de certaines scènes (rares, il est vrai) y ont empêché.

Mais, ceci dit, c'est un bon roman, au-dessus de la moyenne. C'est l'histoire d'une de ces familles bourgeoises de province, imbue d'une prétendue supériorité, bigote, gonflée de préjugés, dont le père : Anatole Gollonchevre, se croit un grand écrivain.

Ces grotesques, peints d'une plume alerte, dans un style clair, sont vraiment drôles et, sauf les restrictions mentionnées au début de mon article,

MISE EN GARDE

Nos camarades espagnols du camp de Fraschetti (Italie) nous signalent que les nommés : José RABASA, Jésus PENALBA, Antonio ALCADE, Manuele ESTEVE, Francisco SPIES, Antonio MEJIAS, José MAGALLINA et Manuel MERODIO sont des fascistes notoires.

ATTENTION !

C.R.I.A.
NOUVELLE ADRESSE :
C.R.I.A., 145, quai de Valmy
PARIS (10°)

J'ai éprouvé beaucoup de plaisir à suivre l'intrigue.
En résumé, une excellente lecture pour les Anarchistes, et même pour les autres...
LE JABIRU.

GRAND FESTIVAL DE VARIETES ORGANISE PAR MOSAICOS ESPAGNOLES

LE 4 DECEMBRE 1948, à 21 h.

SALLE SUSSET

IBANEZ, guitariste

VALERO, jota

SAN y su muneo, ventriloque

GARCIA RAMOS, comique

VIVANCOS, rapso

E. ROCA

Mme POZNANSKI,

de l'Opéra de Varsovie

PRMIERT, poète humaniste

R. LAUSANNE,

Chanteur de charme

R. SENECA, fantaisiste

LEO CAMPION,

du Caveau de la République

Nicolle RATTÉ, pianiste

Speaker : PONCE

GRAND BAL DE NUIT

AVEC L'ORCHESTRE

SALVADOR

Buvette Vestiaire

Entrée : 100 francs

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

L'Action Sociale qui ne semble pas faire preuve d'un optimisme excessif envers le Cartel d'Action syndicaliste nouvellement créée se félicite de la constitution d'une Fédération Nationale de syndicats autonomes.

Si la constitution d'un Cartel d'Action syndicaliste ne s'y est manifestée qu'à l'état de velléité (un proche avenir nous dira si quelque chose de positif pourra résulter de cette partie, secondaire de l'unité, due du C.N.C.), les autonomes, par contre, ont fait un pas en avant fort important. « Comité de liaison », « Comité de coordination », qui n'étaient que des termes vagues et des organismes précaires, viennent de céder la place à une organisation concrète et bien définie, dont l'existence est assurée sur des statuts clairs et solides.

Le même journal publie par ailleurs un projet d'orientation syndicale, « susceptible de servir de base au regroupement du mouvement syndical ».

Dans Force Ouvrière le secrétaire confédéral de Goché Lafond prend la défense des Nationalisations. Sur le même rang vient la défense des nationalisations. Les mêmes hommes, après les avoir sabotés, déclarent maintenant que « les nationalisations » sont « réactionnaires ». (Lecœur dit au C.C. du parti communiste). Elles cesseraient certainement de l'être lorsqu'elles seraient transformées en étatisme total par un régime soviétique.

Toujours est-il que de telles déclarations ne peuvent qu'augmenter l'engagement des forces réactionnaires lancées à la destruction des entreprises nationalisées. Il fut un temps ou bien loin de défendre les nationalisations, Lafond était partisan comme nous de leur transformation en gestion ouvrière. Pour nous l'anti-communisme ne justifie pas tout.

Dans la Nouvelle Tribune des Fonctionnaires Roger Lapeyre continue sa vigoureuse campagne contre les méthodes stalinienne.

Exploiter la misère humaine, s'emparer des revendications corporatistes pour servir les intérêts de leur parti, et d'un nationalisme expansionniste russe, en faisant croire qu'il s'agit de la lutte pour le socialisme ou le mieux-être.

SINISTRES FAUCONS... Leur but immédiat ? Supprimer « LE FARDEAU ECRASTANT DU PLAN MARSHALL » et permettre à M. Maurice du Sautoy ou Lecœur de retrouver un « arbitrage » dans un gouvernement d'« UNION DEMOCRATIQUE ».

Que craignent les mineurs, les travailleurs, le peuple de France ; les ordres sont là : il faut les exécuter ! Nous savons tous cela, et la division du mouvement syndical, dont ces soi-disant « syndicalistes » portent la honteuse responsabilité n'a pas eu d'autre cause.

On peut se demander ce que ce militant fait au milieu de l'équipe fortement réformatrice du journal des fonctionnaires F.O.

Dans le Peuple les néo-patriotes réclament le paiement des réparations. La véritable raison de la hausse des prix : camarades ? Mais c'est que, par l'abandon voulu de nos réparations (nous n'avons reçu jusqu'ici que 52 milliards sur 17.000 milliards, au taux actuel) les travailleurs de France doivent supporter les frais de la guerre précédente.

Mais c'est aussi — et surtout — qu'ils doivent déjà supporter ceux de la prochaine guerre.

Il fut un temps où au lieu de réclamer des réparations du pays ennemi, réparations qui sont toujours payées par les travailleurs, les militants de la C.G.T. se seraient contentés de réclamer la gestion de la Ruhr par les travailleurs eux-mêmes et au profit des ouvriers du monde entier.

Salle Pleyel, 252, Faubourg Saint-Honoré

Le vendredi 3 décembre, à 20 h. 45, GARRY DAVIS et ses camarades présents par plusieurs membres du Conseil de solidarité, demanderont appui au peuple de Paris pour exprimer l'attente des masses mondiales face à l'O.N.U.

Dans Le Cheminot Algérien, organe stalinien paraissant à Alger, un certain Saint-Just se répand en insultes sur Proudhon.

Si l'on examine dans le fond, l'œuvre de Proudhon, on ne tarde pas à découvrir que le philosophe « socialiste » était :

- 1) un anti-démocrate.
- 2) un négateur du syndicalisme et du combat économique et politique du prolétariat.
- 3) un serviteur du capitalisme.

On lira Proudhon aussi longtemps qu'une étincelle de justice sociale couvrira dans le cœur des hommes et à une époque où même ses maîtres auront complètement oublié le sombre petit crétin qui sévit au Cheminot Algérien.

Dans le Monde Ouvrier, hebdomadaire du « Mouvement populaire des familles » ? ? ? où le bien cotoie le médiocre, Roger Clément termine son vigoureux éditorial sur « L'Ordre » par :

Et il faudrait accepter cette immense saloperie ? Accepter et remercier peut-être ? Non ! Que personne surtout ne s'imagine que l'Ordre est rétabli. Tant que le travail ne permettra pas de vivre décemment, tant que la vie montera pour enrichir les uns sur le dos des autres, tant que régnera l'injustice écrasante que refuse la classe ouvrière (nos camarades qui ont été en double rail), tant que se prolongera cette grande farce tragique, applaudie par trop de Français, il sera inutile d'espérer l'Ordre. L'ordre de la misère, les travailleurs, s'ils n'ont pas d'autre choix, il faudra bien qu'ils remettent ça pour l'abattre. On a beau « chahuter » un abécot, si le corps est infecté, il y en aura d'autres demain.

Il faut une autre médecine !

Et sans doute d'autres médecins...

On est parfois pas loin de croire dans ce curieux hebdomadaire que le fédéralisme libertaire est la plus haute expression de cet ordre que R. Clément cherche en vain autour de lui.

Dans Rassemblement Ouvrier, l'organe des groupes d'entreprises gaullistes, Louis Vallon nous apprend la naissance d'une nouvelle centrale syndicale gaulliste.

Des syndicats indépendants ou autonomes se sont bien jusqu'ici constitués de-ci de-là. Leurs effectifs sont faibles ; leur rôle modeste.

Il s'agit de faire mieux et plus. Nos compagnons devront au cours de l'hiver fonder une nouvelle centrale syndicale, animée de l'esprit constructif de l'Association, et susceptible de recueillir tous les travailleurs qui en ont assez de l'intrusion des partis dans la vie syndicale.

Les travailleurs sont ainsi prévenus : le syndicalisme muselé ne manquera certes pas de s'inspirer des plus glorieuses traditions militaires : manie-mant de grison et de poussières de vient par la grâce du syndicateur Lacoste, ex-mineur, repenti, un « délit ». Vouloir l'échelle mobile des salaires — même sans rajustement aux indices de 1938 — et la suppression des zones — alors que la vie est aussi chère à Lille et à Firminy qu'à Paris — devient crime contre l'Etat, ce maudit Etat que des responsables syndicaux politiques ont fait devenir patron. Et ce sont les socialistes — honnêtes (!) gérants du capitalisme — qui osent aujourd'hui déclarer que « le sabotage et le banditisme sont les formes nouvelles de la

Enfin des Syndicats, hebdomadaire de la Fédération générale du travail de Belgique (T.G.T.B.) ce réjouissant morceau :

Il est, en effet, nécessaire que le gouvernement précise sa politique et ses intentions sur de nombreux problèmes qui préoccupent les travailleurs. Et tout d'abord ceux-ci veulent savoir quelles sont les intentions gouvernementales en matière de prix et salaires. Lors de la dernière Conférence Nationale du Travail de mars dernier, les travailleurs avaient réclamé une augmentation de salaire de 5 %. Celle-ci leur fut refusée. Elle leur fut refusée par crainte de voir le pays engagé dans une politique qui aurait risqué de provoquer l'inflation monétaire. Elle leur fut refusée sous la raison qu'une augmentation générale des salaires ne manquerait pas d'entraîner une augmentation générale des prix.

Ainsi dans la Belgique capitaliste que certains nous vantaient si prospère, les problèmes sociaux se posent avec autant d'acuité qu'ici. Dévalua-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Les responsables d'une défaite

AINSI donc, après 56 jours de grève, les mineurs reprennent le travail sans autres avantages que ceux octroyés par le gouvernement deux jours après le déclenchement de la grève, à savoir :

1. Suppression des 5 % de l'impôt cédulaire que les mineurs payaient encore, avec effet rétroactif du 1^{er} septembre ;
2. Indemnité horaire de 6 fr. 30 pour tous les ouvriers adultes (à partir de 18 ans) ;
3. Relèvement de la prime d'ancienneté : pour 3 ans de mine 1,08 de l'heure (ouvrier de fond) ou 0,92 (ouvrier de surface)... pour 30 ans 10,83 (fond) ou 9,23 (surface) ;
4. La prime de panier portée à 65,90 (fond) et 57,10 (surface) ;
5. Les allocations familiales relevées de 650 fr. par mois pour le 2^e enfant, 1.000 fr. par mois à partir du 3^e ;
6. L'indemnité de logement, portée de 1.800 fr. à 5.400 fr. par an ;
7. Les mineurs de surface totalisant 30 ans de service obtiennent l'allocation spéciale de 16.000 fr. par an avec rappel du 1^{er} septembre comme leurs camarades du fond (ce que n'avait pas admis Croizat).

8. Les allocations spéciales et retraites sont majorées de 15 0/0 à partir du 1^{er} septembre (J.O. du 20 septembre et 2 octobre 1948.)

Les mineurs se battaient — oui, se battaient — pour un minimum vital de 14.300 fr., l'abrogation des décrets Lacoste, le respect du Statut du mineur, l'échelle mobile des salaires, la suppression des zones, etc... Ils ne pouvaient admettre que la vie ayant augmenté de plus de 25 % depuis décembre 1947 le minimum vital restât au taux ancien et surtout qu'une norme de travail leur soit demandée ardue de laquelle le minimum de salaire garanti ne leur serait plus versé. C'était vraiment ne pas connaître les rudes gars de la mine que de leur faire admettre un stakanovisme déguisé, mais officiel, sur lequel Thorez et Lecœur s'étaient déjà cassé les dents.

Etre malade, déficient, estropié — donc ne pas pouvoir physiquement assurer la norme de travail et de production officielle — préférer le ciel gris du Nord aux ténèbres de la mine empestée de grisou et de poussières de vient par la grâce du syndicateur Lacoste, ex-mineur, repenti, un « délit ». Vouloir l'échelle mobile des salaires — même sans rajustement aux indices de 1938 — et la suppression des zones — alors que la vie est aussi chère à Lille et à Firminy qu'à Paris — devient crime contre l'Etat, ce maudit Etat que des responsables syndicaux politiques ont fait devenir patron. Et ce sont les socialistes — honnêtes (!) gérants du capitalisme — qui osent aujourd'hui déclarer que « le sabotage et le banditisme sont les formes nouvelles de la

tion des salaires, inflation monétaire, augmentation des prix, etc...

Les mêmes errements semblent guider les fonctionnaires de la Centrale syndicale réformatrice : Appel au gouvernement, demande d'augmentation de salaire chiffré au pourcentage. Il serait temps que les éléments libéraux de ce pays se penchent sur le problème primordial pour eux : constitution d'un nouveau syndicalisme révolutionnaire solide susceptible d'animer une véritable Centrale ouvrière.

MONTLUC.

grève ouvrière » car « décréter l'arrêt du travail dans les industries nationales où l'on ne lutte pas contre un patron (admirez les termes), contre le capitalisme, mais contre l'Etat, contre la nation (!) c'est-à-dire contre la collectivité (!), contre l'économie nationale (!!) » est un délit. (Charles Lussy, président du groupe parlementaire S.F.I.O. « J. O. » du 25-11-48.) Sans cesse ce mot : délit ! Délit ! ne pas vouloir crever de faim dans un trou sans air. Délit ! ne pas vouloir plier sous la schlague de porçons gouvernementalistes. Délit ! ne pas vouloir descendre dans les puits dont la sécurité est toute relative. Délit ! ne pas aimer les flics et le faire voir. Délit ! ne pas se ranger sans murmure sous la houlette de ministères demandant sans cesse davantage et donnant sans cesse moins à l'ouvrier. Délit ! Délit ! Et l'hystérie gouvernementale vaut à tous — pas aux seuls mineurs — les fameuses lois hypersclérotées dignes

des régimes totalitaires de l'Est européen, préparées par un Moch socialiste et acceptées avec jubilation par de Gaulle.

Face à ce « rassemblement de gens d'ordre » les mineurs ont tenu le coup 56 jours. Sans autre aide qu'une chétive solidarité (300 millions collectés, soit 1.000 fr. par syndiqué. Je dis bien syndiqué). Sans que la C.G.T. n'ait daigné épauler la Fédération d'industrie en lutte, par une grève générale de TOUTES les fédérations d'industrie. Ah ! il est facile de dénoncer le sarrafinage, la jaunisse de F.O. et de la C.F.T.C. mais comment qualifier l'inaction d'un Frachon, d'un Tournemaine, d'un Arrachard, déclarant la grève générale « impossible » ? Pour ? Inconscience ? Incapacité ? Non ! Trahison.

Trahison que ce lâchage en beauté de ceux luttant pour leur pain et des conditions de vie meilleure. De Thorez à de Gaulle, le cercle se referme au-

jourd'hui autour des mineurs vaincus. Oui, la trahison !

Trahison qui coûtera fort cher à ces matamores, à ces lâches qui osent appeler au regroupement « pour continuer, sous d'autres formes, l'action revendicative » et proclamer : « Mineurs, vous êtes les vainqueurs de demain » alors que ces luttés admirables pouvaient vaincre au bout de quelques jours de bataille s'ils avaient su se dégager à temps de l'emprise politique kominformienne en gérant eux-mêmes leurs mines, en gérant ce qui en fait leur appartenance.

Oui, trahison des robots fascinés par Moscou ! Trahison des bonzes walstritisés de F.O., de la C.F.T.C. Assassinat du prolétariat minier par les gérants — combien honnêtes — du capitalisme. Mais espoir, espoir immense en la combativité de ceux qui, enfin, ont appris au cours de la lutte que la mine doit appartenir aux mineurs.

J. BOUCHER.

L'ABSURDITÉ DU REFERENDUM DANS LES GRÈVES

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés », disait La Fontaine parlant de ces animaux chez lesquels sévissait la peste...

Dans les confédérations syndicales réformatrices : C.G.T., F.O., C.F.T.C., même chez les très prudents « autonomes », une calamité d'un autre genre : l'électoratisme, fait ses ravages. Pour conjurer le mal, il ne servirait à rien d'en appeler au ciel, ni aux grands de ce monde. Il ne reste à ceux qui en sont menacés qu'à s'immiscer contre lui, chacun s'en remettant à soi-même, simple remède fort oublié actuellement.

Pour la plupart, les partisans du référendum, nouveaux croisés de la démocratie, sont les mêmes — appoin-tés ou non — qui n'ont jamais laissé passer une occasion d'ouïr la classe ouvrière dans un légalisme paralysant, plus propre à éterniser l'exploitation du travail qu'à préparer la libération économique des travailleurs.

Dans le cadre de la loi « démocratique », les salariés sont donc invités (que de sollicitude !) à faire parler les urnes, en certaines circonstances, afin de se prononcer « pacifiquement » pour ou contre la grève. Grâce à ce petit jeu, par une campagne soigneusement préparée et des moyens suffisants pour la rendre efficace, il devient possible aux mieux outillés, de provoquer un référendum, aussi bien pour justifier la grève que pour l'éviter. Ces derniers, et au cas où un référendum qu'ils n'auraient pas voulu soit dirigé contre eux, il devient également possible de le neutraliser en s'assurant la majorité, car les bacheliers d'estrade les plus entraînés peuvent persuader de nombreux intéressés qu'ils sont leurs meilleurs avocats. Quant à ceux ne participant pas au vote ils deviennent une quantité négligeable qui peut être amenée à subir les effets des décisions prises, bien que pouvant avoir ses raisons de ne pas voter.

Sur le plan constitutionnel, parle-mantaire, le suffrage universel a permis que le peuple soit légalement dépossédé de ses droits, en se donnant « librement » une constitution et un gouvernement « légitime ». Ce n'était pas assez. C'est dans l'entreprise, que l'exploitation est venue s'implanter. Avant ou après la constitution, on ne peut connaître la volonté de combattre des travailleurs ? Assurément non. Lorsque ceux-ci se disposent à faire grève, et que le mouvement en gestation reflète leurs aspirations, il suffit de quelques hommes décidés (parfois d'un seul), pour que ces aspirations trouvent pleinement leur expression dans l'exemple donné par les audacieux qui se lancent résolument dans l'action. Il s'agit moins d'imposer la grève par des brutalités, ou de la former par des manœuvres électorales toujours douteuses, que de la provo-

quer par l'exemple, qui constitue la plus belle forme de propagande, le plus sûr des stimulants. Dans une marée gréviste ainsi déchaînée, les jaunes sont vite submergés, dépassés, par un mouvement qu'il leur est impossible de freiner.

C'est que sous cet angle, que la grève de revendications, bien que n'étant pas révolutionnaire quant à l'esprit, est tout de même, par excellence, l'action directe et spontanée des travailleurs luttant pour leur mieux-être. Le rôle des minorités agissantes y apparaît autrement efficace que le bulletin de vote ! Par contre, le référendum précède une grève fait de celle-ci une quelconque formalité, la « consultation » préalable et très officielle ressemblant à un jeu de pile ou face qui doit permettre au travailleur de tenter sa chance dans « l'ordre et la dignité ».

CONTRE LES LOIS SCLETERATES

(Suite de la 1^{re} page)

Le policier, autrefois méprisé, même de la bourgeoisie réactionnaire, est aujourd'hui respecté et considéré.

Les travailleurs ont pris l'habitude, au lieu d'exiger la satisfaction de fait de leurs revendications de demander à la loi de régler leur sort.

Et c'est le danger : d'une part, cette soumission à l'autorité, qui a fait considérer comme une victoire ouvrière l'inscription hypothèque du droit de grève dans la constitution ; d'autre part, cette acceptation par les esprits des méthodes d'autorité, cet abandon de l'esprit de liberté.

Pour que le fascisme ne triomphe pas, il est indispensable que l'opinion publique se ressaisisse, car alors les pantins angariés pourront toujours légiférer, nul ne tiendra compte de leurs ukases. Si les dirigeants veulent les imposer, il faudra qu'ils y emploient toutes leurs forces. En effet, il est certain que même contre l'opinion publique l'autorité peut imposer ses mesures par l'emploi de la force armée militaire et policière, à condition que cette force soit suffisante.

Mais par quoi est constituée cette force ? Son existence ne dépend-elle pas aussi, partiellement du moins, de l'état de l'opinion publique.

Ce ne sont pas les maîtres, les repus, les privilégiés, qui peuvent assurer eux-mêmes la défense de leurs privilèges.

C'est l'armée composée en majeure partie de travailleurs mobilisés, dont l'obéissance reste incertaine (l'expérience de certains généraux lors de la Commune est présente dans toutes les mémoires).

C'est surtout la police, la gendarmerie, la garde, etc...

Et c'est dans les rangs des travailleurs eux-mêmes que les dirigeants recrutent leurs chiens de garde.

Ce recrutement est facilité lorsque, comme aujourd'hui, la propagande politicienne a fait entrer dans les esprits l'idée que ces mercenaires de l'autorité sont des travailleurs comme les autres, lorsque le policier, qui vient d'assommer des grévistes, peut rentrer chez lui en toute quiétude et sans crainte et même entretenir des relations amicales avec ses voisins.

Ce qui fait la force des oppresseurs, c'est la passivité des exploités.

Que les travailleurs reconquissent leur dignité d'homme libre, que chacun se sente en face de ses responsabilités ; le socialiste qui reste dans un parti pourri, le syndicaliste qui accepte de cohabiter avec des briseurs de grèves, l'intellectuel qui prône la liberté mais serte la main du juge qui vient de condamner des grévistes, l'ouvrier qui ne crache pas son mépris à son ex-camarade de travail passé au service des forces répressives, et alors le fascisme se cassera les dents sur l'acier de la résistance ouvrière et révolutionnaire.

D'étape en étape, on en vient, avec le référendum, à la consécration de cet état de choses : tout se passe comme si les salariés, satisfaits des institutions démocratiques, n'étaient plus aptes à orienter leur action, celle-ci subissant — parce qu'elle n'est plus directe — des influences étrangères à leurs préoccupations, même dans l'entreprise, car durant que se déroule la campagne électorale, les considérations politiques ont largement le temps de l'emporter sur l'objectif initial, surtout quand on sait avec quelle habileté les politiciens savent tout faire pour s'emparer d'un mouvement qui pourrait leur échapper.

Allant au-delà des conséquences immédiates de la pratique de l'électoratisme dans les grèves, il y a lieu de considérer que l'expropriation des moyens de production par les travailleurs, qui sera la première phase de la révolution sociale, n'est pas facilitée par le référendum. Les pouvoirs publics, et les partis qui les contrôlent ou aspirent à les contrôler, pas plus que les employeurs, ne toléreront jamais une consultation par laquelle les travailleurs auraient à se prononcer pour ou contre une pareille mesure, qui serait leur condamnation... A moins qu'une savante campagne ait préalablement présenté le problème de telle manière que le prolétariat, trompé une fois de plus, paraisse fermement décidé à sanctionner par son vote, sur les lieux mêmes du travail, l'exploitation dont il est victime. (Le suffrage universel a réalisé cela dans le domaine strictement politique. Pourquoi n'aurait-il pas le même pouvoir d'illusion dans l'entreprise?)

La C.N.T. est la seule confédération ouvrière qui n'a pas marché dans le panneau de l'électoratisme. Sachons-le en gré. N'abandonnant point les revendications immédiates, elle les apprécie à leur juste valeur. La nécessaire amélioration du sort des travailleurs dans l'économie actuelle ne lui fait pas oublier sa raison d'être : ouvrir pour leur émancipation totale. C'est pourquoi il faut espérer qu'elle ne tombera pas dans les erreurs qui rendent leur action dangereusement stérile et retardent pour autant cette émancipation.

Henri BOUYE.

RECTIFICATIF

Dans notre article : « A la Conférence nationale des Syndicats Autonomes » de la semaine dernière, deux erreurs typographiques se sont glissées. Au lieu de « d'autre part, étudier les possibilités d'accord entre ce nouvel organisme autonome et les minorités de la C.G.T., de F.O. et de la C.N.T. », c'était « les minorités de la C.G.T., de F.O. et de la C.N.T. » qu'il fallait lire. Chacun soit en effet qu'il n'y a pas de minorité et par conséquent pas de majorité à la C.N.T.

D'autre part, « la tendance Unité Syndicale » n'est pas « animée par les éléments de la III^e Internationale », mais par ceux de la IV^e. Ce qui est tout différent. Les lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes.

CERCLE LIBERTAIRE DES ETUDIANTS

Maison des Sociétés Savantes coin rue Danton-rue Serpente

Jeu 2 décembre, 20 h. 45

Les précurseurs de l'Internationale ouvrière, présentés par Michel Collinet.

Jeu 9 décembre, à 20 h. 45

Généralités, constantes et variables du surréalisme exposé par M. Pastoreau

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2

Réunions Publiques et Contradictaires

1^{re} REGION

- LILLE, 13, rue du Moulinet. Dimanche 5 décembre, à 10 heures La tragédie de l'antifascisme espagnol KARAGANDA Orateur : HOCHÉ-MEURANT

2^e REGION

- PARIS III^e ET X^e. — 40, rue Dupetit-Thouars (métro : Temple). Vendredi 3 décembre 1948, à 20 h. 30 « Communisme Libertaire et Communisme Autoritaire » Orateur : LEFRANC

- PARIS 5^e ET 6^e. — Palais de la Mutualité, métro : Maubert-Mutualité (pour la salle de réunion, consulter le tableau d'affichage). Le vendredi 3 décembre, à 20 h. 45 Le problème du fascisme

- PARIS-15^e : Salle du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, métro Boucicaut. Vendredi 3 décembre, à 20 h. 30 LES ANARCHISTES

De la faillite des partis au Fédéralisme anarchiste

Orateurs : FONTAINE, BOUYE

- COURBEVOIE. — Salle du sous-sol, 38, rue de Metz, à Courbevoie. Lundi 6 décembre 1948, à 20 h. 30 « Rien ne va plus, que faire ? » Orateur : FONTAINE

- MEUDON : Salle Leclerc, rue Leclerc. Vendredi 3 décembre, à 20 h. 30 La position des Anarchistes

- ASNIERES, salle Centre Administratif, place de la Mairie. Vendredi 10 décembre à 20 h. 30 Rien ne va plus ! Que faire ? Orateurs : MARZINO, ROUCHER

7^e ET 8^e REGIONS

TOURNEE GASTON LEVAL

Sujet traité

« LA CRISE MONDIALE

ET LA SOLUTION LIBERTAIRE »

ROANNE, Vendredi 10 décembre, à 20 h. 30, Salle Anatole-France, route de Paris.

CLERMONT, Dimanche 12 décembre, à 9 h., Maison du Peuple.

THIERS, Lundi 13 décembre, à 20 h. 30, Salle Municipale de l'Ancienne Poste.

SAINT-ETIENNE, Mardi 14 décembre, à 20 h., Grande Salle des Fêtes de la Bourse du Travail.

LYON, Mercredi 15 décembre, à 20 h. 30, Eden-Cinéma, 35, rue d'Anvers.

ROMANS, Jeudi 16 décembre (consulter la publicité locale).

10^e REGION

● TOULOUSE. — Jeunesses Libertaires, Salle, 4, rue de Bellort. Mardi 14 décembre à 21 heures « Les Contradictions du Bolchevisme » Orateur : GILBERT

● TOULOUSE. — Salle de l'Ancienne « Faculté des Lettres », rue de Rémusat. Mardi 7 décembre 1948, à 21 heures

Sujet traité

« L'Eglise contre les Travailleurs »

Orateur : PAUL LAPEYRE

12^e REGION

● MARSEILLE, salle Artistique, 8, cours Jh-Thierry. Vendredi 3 décembre à 19 h.

La Justice en régime libertaire

● MARSEILLE, salle Artistique, 8, cours Jh-Thierry. Vendredi 17 décembre à 19 h.

Les Anarchistes devant la guerre